



Afghanistan: entre les pipelines et l'EI-K, les Américains toujours en action

Les forces de sécurité afghanes formées et armées par les États-Unis rejoignent l'État islamique au Khorassan, le « retrait » américain d'Afghanistan ressemble davantage à un « repositionnement » américain pour maintenir le chaos.

Par [Pepe Escobar](#)

Mondialisation.ca, 18 novembre 2021

[The Cradle](#) 10 novembre 2021

Région : [Asie](#), [États-Unis](#)

Thème: [Pétrole](#), [Gaz de schiste](#), [Énergie](#)

Analyses: [AFGHANISTAN](#)

Quelque chose d'assez extraordinaire s'est produit début novembre à Kaboul.

Le ministre des Affaires étrangères par intérim des Taliban, Amir Khan Muttaqi, et le ministre turkmène des Affaires étrangères, Rashid Meredov, se sont réunis pour discuter de toute une série de questions politiques et économiques. Mais surtout, ils ont ressuscité le légendaire feuilleton que j'avais intitulé [Pipelineistan](#) au début des années 2000 : le gazoduc Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde (TAPI).

Il s'agit d'un nouveau rebondissement historique remarquable dans la saga afghane post-djihad, qui remonte au milieu des années 1990, lorsque les Taliban ont pris le pouvoir à Kaboul.

En 1997, les Taliban se sont même rendus à Houston pour discuter du gazoduc, alors connu sous le nom de TAP, comme l'indique la première partie de mon livre « [Forever Wars](#) ».

Au cours de la seconde administration Clinton, un consortium dirigé par Unocal – qui fait aujourd'hui partie de Chevron – était sur le point de se lancer dans ce qui aurait été une proposition extrêmement coûteuse (près de 8 milliards de dollars) afin d'affaiblir la Russie à l'intersection de l'Asie centrale et de l'Asie du Sud, et d'écraser la concurrence : le gazoduc Iran-Pakistan-Inde (IPI).

Les Taliban ont été dûment courtisés – à Houston et à Kaboul. Un intermédiaire clé était l'omniprésent Zalmay Khalilzad, alias « l'Afghan de Bush », dans l'une de ses premières incarnations en tant que lobbyiste d'Unocal et interlocuteur des Taliban. Mais la baisse des prix du pétrole et le marchandage incessant sur les frais de transit ont bloqué le projet. Telle était la situation à l'approche du 11 septembre.

Au début de l'année 2002, peu après que les Taliban aient été chassés du pouvoir par l'éthos américain des « bombardements vers la démocratie », un accord pour construire ce qui était alors encore appelé le TAP (sans l'Inde), a été signé par Ashgabat, Kaboul et Islamabad.



Le tracé du gazoduc Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde (TAPI)

Au fil des ans, il est apparu clairement que le TAPI, qui traverse les terres afghanes sur près de 800 km et pourrait rapporter jusqu'à 400 millions de dollars par an en recettes de transit dans les caisses de Kaboul, ne serait jamais construit tant qu'il serait l'otage d'un environnement de guérilla.

Pourtant, il y a cinq ans, Kaboul a décidé de relancer le TAPI et les travaux ont commencé en 2018 – sous une sécurité massive dans les provinces de Herat, Farah, Nimruz et Helmand, déjà largement sous le contrôle des Taliban.

À l'époque, les Taliban avaient déclaré qu'ils n'attaqueraient pas le TAPI et qu'ils apporteraient même leur propre sécurité. Le gazoduc devait être associé à des câbles de fibre optique – comme pour la route de Karakoram au Pakistan – et à une ligne ferroviaire reliant le Turkménistan à l'Afghanistan.

L'histoire ne cesse de jouer des tours dans le cimetière des empires. Croyez-le ou non, nous retrouvons aujourd'hui la même situation sur le terrain qu'en 1996.

La clé de voûte

Si nous prêtons attention aux rebondissements de cette interminable saga du Pipelineistan, il n'y a aucune garantie que le TAPI sera finalement construit. Il s'agit certainement d'un quadruple avantage pour toutes les parties concernées – y compris l'Inde – et d'un pas important vers l'intégration de l'Eurasie dans son nœud d'Asie centrale et du Sud.

Mais voilà le problème : l'État islamique au Khorassan (EI-K), la filiale de Daech en Afghanistan.

Les services de renseignement russes savent depuis plus d'un an que les suspects habituels apportent leur aide à l'EI-K, au moins indirectement.

Mais il y a maintenant un nouvel élément, confirmé par des sources talibanes, selon lequel un certain nombre de soldats de l'ancienne armée nationale afghane formés par les États-Unis s'incorporent à l'EI-K pour combattre les Taliban.

L'EI-K, qui affiche une mentalité djihadiste globale, considère généralement les Taliban comme un groupe de sales nationalistes. Auparavant, les membres djihadistes étaient recrutés parmi les Taliban pakistanais et le Mouvement islamique d'Ouzbékistan (IMU). Aujourd'hui, hormis les anciens soldats, il s'agit principalement de jeunes Afghans urbains mécontents, occidentalises par la culture pop trash.

Il a été difficile pour l'EI-K d'établir le récit selon lequel les Taliban sont des collaborateurs occidentaux, étant donné que la galaxie de l'OTAN continue de contrarier et/ou d'écarter les nouveaux dirigeants de Kaboul.

Le nouveau discours de l'EI-K est donc monomaniacal : il s'agit essentiellement d'une stratégie du chaos visant à discréditer les Taliban, en insistant sur le fait que ces derniers sont incapables d'assurer la sécurité des Afghans ordinaires. C'est ce qui sous-tend les récentes attaques horribles contre des mosquées chiites et des infrastructures gouvernementales, dont des hôpitaux.

Parallèlement, la pirouette « au-delà de l'horizon » du président américain Joe Biden, censée définir la prétendue stratégie américaine de lutte contre l'EI-K, n'a convaincu personne, hormis les vassaux de l'OTAN.

Depuis sa création en 2015, l'EI-K continue d'être financé par les mêmes sources douteuses qui ont alimenté le chaos en Syrie et en Irak. Le surnom lui-même est une tentative d'égarement, un stratagème de division tout droit sorti du manuel de la CIA.

Le « Khorassan » historique provient des empires perses successifs, une vaste région allant de la Perse et de la mer Caspienne jusqu'au nord-ouest de l'Afghanistan, et n'a absolument rien à voir avec le djihadisme salafite et les fous wahhabites qui composent les rangs du groupe terroriste. En outre, ces djihadistes de l'EI-K sont basés dans le sud-est de l'Afghanistan, loin des frontières de l'Iran, de sorte que l'étiquette « Khorassan » n'a aucun sens.

Les services de renseignement russes, chinois et iraniens partent du principe que le « retrait » des États-Unis d'Afghanistan, comme en Syrie et en Irak, n'était pas un retrait mais un repositionnement. Ce qui reste, c'est la marque de fabrique, la stratégie américaine pure et dure du chaos, exécutée par des acteurs directs (troupes volant le pétrole syrien) et indirects (EI-K).

Le scénario est évident si l'on considère que l'Afghanistan était le précieux chaînon manquant des Nouvelles Routes de la Soie de la Chine. Après le retrait des États-Unis, l'Afghanistan est non seulement prêt à s'engager pleinement dans l'Initiative Ceinture et Route (BRI) de Pékin, mais aussi à devenir un nœud essentiel de l'intégration de l'Eurasie en tant que futur membre à part entière de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS), de l'Organisation du Traité de Sécurité collective (OTSC) et de l'Union économique eurasiatique (UEE).

Pour se prémunir contre ces évolutions positives, les pratiques habituelles du Pentagone et de sa filiale de l'OTAN restent en attente en Afghanistan, prêtes à perturber les progrès politiques, diplomatiques, économiques et sécuritaires du pays. Nous entrons peut-être maintenant dans un nouveau chapitre du livre de jeu de l'hégémonie américaine : Les guerres éternelles.

L'OCS étroitement liée

Les membres de la cinquième colonne sont chargés de transmettre le nouveau message impérial à l'Occident. C'est le cas de Rahmatullah Nabil, ancien chef de la Direction nationale de la Sécurité (NDS) d'Afghanistan, « *le service de renseignement afghan ayant des liens étroits avec la CIA* », comme le décrit le magazine [Foreign Policy](#).

Dans une [interview](#) présentée avec une série de mensonges impériaux caractéristiques - « *la loi et l'ordre se désintègrent* », « *l'Afghanistan n'a pas d'amis dans la communauté internationale* », « *les Taliban n'ont pas de partenaires diplomatiques* » - Nabil évite tout de même de se ridiculiser.

Il confirme que l'EI-K continue de recruter, et ajoute que d'anciennes opérations de défense/sécurité afghanes rejoignent l'EI-K parce qu'« elles considèrent l'État islamique comme une meilleure plateforme pour elles ».

Il a également raison de dire que les dirigeants taliban à Kaboul « *craignent que la jeune et extrême génération de leurs combattants* » ne rejoigne l'EI-K, « *qui a un agenda régional* ».

L'idée que la Russie « jouerait un double jeu » est tout simplement stupide. En la personne de l'envoyé présidentiel Zamir Kabulov, Moscou dispose d'un interlocuteur de premier ordre en contact permanent avec les Taliban, et ne permettrait jamais que la « résistance », c'est-à-dire les actifs de la CIA, soit basée au Tadjikistan avec un programme de déstabilisation de l'Afghanistan.

En ce qui concerne le Pakistan, il est exact qu'Islamabad « *essaie de convaincre les Taliban d'inclure des technocrates pro-Pakistan dans leur système* ». Mais ce n'est pas « *en échange d'un lobbying pour la reconnaissance internationale* ». Il s'agit de répondre aux besoins de gestion spécifiques des Taliban.

L'OCS est très étroitement liée sur ce qu'elle attend collectivement des Taliban. Cela inclut un gouvernement inclusif et aucun afflux de réfugiés. L'Ouzbékistan, par exemple, en tant que principale porte d'entrée de l'Afghanistan en Asie centrale, s'est engagé à participer à la reconstruction.

Pour sa part, le Tadjikistan a annoncé que la Chine allait construire une base militaire de 10 millions de dollars dans la région autonome géologiquement spectaculaire de Gorno-Badakhshan. Pour contrer l'hystérie occidentale, Douchanbé s'est assuré que la base accueillera essentiellement une unité spéciale de réaction rapide du Département régional de Lutte contre le Crime organisé, subordonné au ministre des Affaires intérieures du Tadjikistan.

Elle comprendra environ 500 militaires, plusieurs véhicules blindés légers et des drones. La base fait partie d'un accord entre le Ministère de l'Intérieur du Tadjikistan et le Ministère chinois de la Sécurité d'État.

La base est un compromis nécessaire. Le président tadjik Emomali Rahmon a un sérieux problème avec les Taliban : il refuse de les reconnaître et insiste sur une meilleure représentation tadjike dans un nouveau gouvernement à Kaboul.

Pékin, pour sa part, ne dévie jamais de sa priorité numéro un : empêcher par tous les moyens les Ouïghours du Mouvement islamique du Turkestan oriental (ETIM) de franchir les frontières tadjikes pour faire des ravages au Xinjiang.

Tous les principaux acteurs de l'OCS agissent donc en tandem en faveur d'un Afghanistan stable. Quant aux États-Unis, comme on pouvait s'y attendre, ils n'ont pas vraiment de stratégie, à part [prier pour le chaos](#).

Pepe Escobar

Article original en anglais :



[Afghanistan: Between Pipelines and ISIS-K, the Americans Are Still in Play](#)

Traduit par [Réseau International](#)

La source originale de cet article est [The Cradle](#)
Copyright © [Pepe Escobar](#), [The Cradle](#), 2021

Articles Par : [Pepe Escobar](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca